

Considérant que la détention d'oiseaux dans le but de les élever et de participer à des expositions et des concours de chant est une activité culturelle pour laquelle, dans les circonstances actuelles, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante qu'un approvisionnement limité en oiseaux pris dans la nature pour garantir de façon satisfaisante la pérennité de cette activité, sans mettre en danger la population des espèces capturées;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1er. Un approvisionnement temporaire et sélectif des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers peut avoir lieu en 1988 du 15 octobre au 15 novembre, dans les conditions, avec les moyens et dans les lieux déterminés par l'arrêté ministériel du 28 juillet 1986 réglant l'approvisionnement des éleveurs d'oiseaux et des pinsonniers pour 1986 dans la Région flamande. Toutefois seuls les espèces et les nombres d'oiseaux par espèce mentionnés à l'annexe du présent arrêté peuvent être pris par les membres des associations visées.

Art. 2. Chaque groupement, mentionné à l'annexe susvisée, recevra, contre remboursement, un nombre de bagues ouvertes conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981. Ces bagues portent les deux derniers chiffres de l'année 1988 et un numéro d'une série ininterrompue de quatre chiffres, commençant par 0001.

Art. 3. § 1er. Chaque groupement mentionné à l'annexe susvisée distribue les bagues reçues parmi ses membres pour autant que ceux-ci satisfassent aux conditions déterminées par l'article 5, § 2, de l'arrêté ministériel du 14 septembre 1981 et figurent sur une liste de baguement, afférente à l'approvisionnement en 1987, qui a été renvoyée à temps via un groupement national aux ingénieurs compétents de l'Administration de la Rénovation rurale.

§ 2. Chaque groupement susvisé devra remettre, avant le 1er octobre 1988, aux ingénieurs principaux-chefs de service de l'Administration de la Rénovation rurale, une liste, établie par province, des personnes auxquelles il a remis des bagues.

Les noms et les adresses de ces personnes seront indiquées sur ces listes ainsi que le nombre de bagues remises et les endroits où ces personnes captureront les oiseaux.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 août 1988.

Pour le Ministre communautaire de l'Environnement, la Rénovation rurale
et de la Politique des P.M.E., en congé :

Le Ministre communautaire du Logement,

P. BREYNE

Annexe

Nombre d'oiseaux par espèce pouvant être pris

Part revenant à chaque groupement				Total général
A.O.B.	A.V.I.B.O.	B.O.F.	VI.M.I.BEL.	
2 250 tarins des aulnes (<i>Caerduelis spinus</i>) et linottes mélo- dieuses (<i>Caerduelis canna- bina</i>)	17 350 pinsons des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)	4 500 tarins des aulnes (<i>Caerduelis spinus</i>) et linottes mélo- dieuses (<i>Caerduelis canna- bina</i>)	1 150 pinsons des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)	25 250

A.O.B. : Algemene Ornithologische Bond

A.V.I.B.O. : Algemene Vinkeniersbond

B.O.F. : Belgische Ornithologische Federatie

VI.M.I.BEL. : Vinkeniers van Midden-België

Vu et approuvé pour être annexé à mon arrêté du 12 août 1988.

Pour le Ministre communautaire de l'Environnement, la Rénovation rurale
et de la Politique des P.M.E., en congé :

Le Ministre communautaire du Logement,

P. BREYNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 88 — 1563

7 JUILLET 1988

Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux délégations en matière de personnel

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 69;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1988 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon, notamment l'article 8;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité de permettre à l'administration de fonctionner efficacement le plus rapidement possible;

Considérant que cette nécessité implique l'entrée en vigueur sans délai de délégations en matière de personnel;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Délégation est donnée au secrétaire général pour prendre les décisions relatives à :

1^o l'octroi des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir des prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officieuse;

2^o la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

3^o l'admission au stage et la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2, 3 et 4 recrutés par l'intermédiaire du Secrétariat permanent de Recrutement;

4^o l'affectation des agents consécutivement à leur nomination;

5^o la fixation de la résidence administrative des membres du personnel;

6^o la matière de l'interruption de carrière;

7^o la matière de la mise en disponibilité pour convenance personnelle;

8^o la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus au parlement, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu du présent article sont accordées, pour la durée de l'absence ou de l'empêchement, au Directeur d'administration du Personnel et des Affaires générales.

Art. 2. § 1^{er}. Délégation est donnée au directeur d'administration du Personnel et des Affaires générales pour prendre les décisions relatives à :

1^o la matière des congés pour maladie ou infirmité, en ce compris les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par le Service de Santé administratif;

2^o la fixation et le paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement des prestations à titre exceptionnel;

3^o la signature des contrats et des actes de mise au travail du personnel auxiliaire et temporaire et des chômeurs mis au travail et stagiaires-O.N.E.m.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur d'administration du Personnel et des Affaires générales, les délégations dont il est investi en vertu du présent article sont accordées, pour la durée de l'absence ou de l'empêchement à l'inspecteur général, adjoint au directeur d'administration du Personnel.

Art. 3. § 1^{er}. Délégation est donnée au chef d'administration ou, à défaut, au supérieur hiérarchique porteur d'un grade de rang 13 au moins pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions et dispenses de service.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire délégué visé au paragraphe premier, les délégations dont il est investi en vertu du présent article sont accordées, pour la durée de l'absence ou de l'empêchement au fonctionnaire porteur d'un grade de rang 11 au moins qu'il désigne.

Le fonctionnaire ainsi désigné ne peut user des délégations qui lui sont accordées qu'à l'égard de fonctionnaires et agents d'un rang inférieur au sien.

Art. 4. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 1988.

B. ANSELME

E. HISMAIS

A. DALEM

A. COOLS

A. LIENARD

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 1563

7. JULI 1988

Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Vollmachten in Sachen Personal

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. Mai 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1988 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeänderten Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, der Verwaltung zu ermöglichen, so bald wie möglich wirksam arbeiten zu können;

In der Erwägung, daß diese Notwendigkeit die sofortige Inkraftsetzung der Vollmachten in Sachen Personal voraussetzt,

Beschließt :

Artikel 1. § 1. Der Generalsekretär wird bevollmächtigt, um zu entscheiden über :

1° die Gewährung von elterlichen Urlauben und von Urlauben für die Teilnahme an Kursen der Schule für Zivilschutz, für die Erfüllung von Leistungen in Friedenzeit, für der Empfang eines Kindes im Hinblick auf seine Adoption oder auf eine freiwillig übernommene Pflegschaft;

2° die Arbeitsunfälle und die Berufskrankheiten;

3° die Zulassung zur Probezeit und die Ernennung auf Lebenszeit der über das ständige Sekretariat zur Rekrutierung angestellten Bediensteten;

4° die Zuteilung der Bediensteten nach ihrer Ernennung;

5° die Festlegung des Verwaltungssitzes der Personalmitglieder;

6° die Laufbahnunterbrechung;

7° die Beurlaubung aus beliebigen Gründen;

8° die Urlaube aus dringenden Gründen familiärer Art, um die Erfüllung eines Praktikums oder einer Probezeit in einem öffentlichen Dienst oder die Einreichung einer Kandidatur zu den Parlaments- bzw. Provinzialwahlen zu ermöglichen, um Leistungen zugunsten der im Parlament anerkannten politischen Fraktionen zu leisten, reduzierte Leistungen bei Krankheit oder Gebrechlichkeit, Zurverfügungstellung dem König, Auftrag, Gewerkschaftsauftrag, lange dauernde, mit familiären Gründen begründete Abwesenheiten, mit familiären, sozialen oder beliebigen Gründen begründete reduzierte Leistungen, um Kurse im Hinblick auf die Vervollständigung der intellektuellen, moralischen bzw. sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zwecks sozialen Aufstiegs zu besuchen.

§ 2. Wenn der Generalsekretär abwesend oder behindert ist, werden die ihm aufgrund des vorliegenden Artikels erteilten Vollmachten für die Dauer der Abwesenheit oder der Behinderung dem Verwaltungsdirektor für Personal und allgemeine Angelegenheiten übertragen.

Art. 2. § 1. Der Verwaltungsdirektor für Personal und allgemeine Angelegenheiten ist bevollmächtigt, um zu entscheiden über :

1° die Urlaube im Falle einer Krankheit oder einer Gebrechlichkeit, einschließlich der Entscheidungen über die von der Gesundheitsdienststelle der Verwaltung gefaßten Beschlüsse von körperlicher Untauglichkeit;

2° die Festlegung und die Auszahlung des Gehaltes der Mitglieder des Personals, einschließlich der zwischenzeitlichen Gehaltserhöhung und des Zuschusses für die Ausübung höherer Ämter sowie der Auszahlung der Sonderleistungen;

3° die Unterzeichnung der Arbeitsverträge und der Einstellungsurkunden des Hilfspersonals und des Personals auf Zeit sowie der angestellten Arbeitslosen und der LAA-Praktikante.

§ 2. Wenn der Verwaltungsdirektor für Personal und allgemeine Angelegenheiten abwesend oder behindert ist, werden die ihm aufgrund des vorliegenden Artikels erteilten Vollmachten für die Dauer der Abwesenheit oder der Behinderung dem Generalinspektor übertragen, der dem Verwaltungsdirektor für Personal beigeordnet ist.

Art. 3. § 1. Der Verwaltungsleiter oder, notfalls, der Vorgesetzte, der wenigstens Inhaber eines Dienstgrads des Rangs 13 ist, ist bevollmächtigt, um über die Jahresurlaube, die Sonderurlaube und die Urlaube wegen besonderer Umstände sowie über die Dienstaufträge und Dienstbefreiungen zu entscheiden.

§ 2. Wenn der im ersten Paragraph bevollmächtigte Beamte abwesend oder behindert ist, werden die ihm aufgrund des vorliegenden Artikels erteilten Vollmachten für die Dauer der Abwesenheit oder der Behinderung einem vom ihm bezeichneten Beamten übertragen, der wenigstens Inhaber eines Dienstgrads des Rangs 11 ist.

Der auf dieser Weise bezeichnete Beamte darf von den ihm erteilten Vollmachten nur gegenüber Beamten und Bediensteten Gebrauch machen, die einen niedrigeren Rang haben.

Art. 4. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 7. Juli 1988.

B. ANSELME

E. HISMAN

A. DALEM

A. COOLS

A. LIENARD

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 88 — 1563

7 JULI 1988

Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de opdrachten inzake personeel

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;
Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1988 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende de noodzaak de administratie in staat te stellen zo spoedig mogelijk op doeltreffende wijze te werken;

Overwegende dat deze noodzaak het onvermijdelijk van kracht worden van de opdrachten inzake personeel insluit;

Gelet op de dringendheid,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Opdracht wordt verleend aan de Secretaris-generaal om de beslissingen te nemen betreffende :

1° de toekenning van ouderschapsverlof en verlof ten einde cursussen van de school voor burgerlijke veiligheid bij te wonen, prestaties in vredetijd te verrichten, een kind op te vangen met het oog op zijn adoptie of een pleegvoogdij;

2° het onderwerp van arbeidsongevallen en beroepsziekten;

3° de toelating tot de proeftijd en de benoeming in vast verband van de door het Vast Wervingssecretariaat aangeworven agenten van niveaus 2, 3 en 4;

4° de aanwijzing van de agenten ten gevolge van hun benoeming;

5° de vaststelling van de verblijfplaats van de personeelsleden;

6° het onderwerp van de beroepsonderbreking;

7° het onderwerp van indisponibiliteitsstelling wegens persoonlijke aangelegenheid;

8° het ontwerp van verloven wegens dringende motieven van familiale aard, om een stage of een proefperiode te vervullen in een openbare dienst of om het stellen van een kandidatuur voor de parlements- of provincieverkiezingen toe te laten, om prestaties te verrichten ten behoeve van in het parlement erkende politieke groepen, voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid, voor terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, vakbondsopdracht, afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of door persoonlijke aangelegenheid, om cursussen te volgen ten einde de intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken in het kader van een verlof van sociale promotie.

§ 2. In geval van afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal worden de opdrachten waarmee hij bekleed is krachtens dit artikel toegekend, voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering, aan de bestuursdirecteur van het Personeel en de Algemene Zaken.

Art. 2. § 1. Opdracht wordt verleend aan de bestuursdirecteur van het Personeel en de Algemene Zaken om de beslissingen te nemen betreffende :

1° het onderwerp van ziekte- en gebrekkigheidsverlof, met inbegrip van de gevolgen te geven aan de beslissingen van fysische onbekwaamheid genomen door de Administratieve Gezondheidsdienst;

2° de bepaling en de uitkering van de bezoldiging van de personeelsleden, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen en de toelage wegens uitoefenen van hogere functies alsmede de bezoldiging van buitengewone prestaties;

3° de ondertekening van de kontrakten en akten van tewerkstelling van het hulp- en tijdelijk personeel en van tewerkgestelde werklozen en R.V.A.-stagiairs.

§ 2. In geval van afwezigheid of verhindering van de bestuursdirecteur van het Personeel en de Algemene Zaken worden de opdrachten waarmee hij bekleed is krachtens dit artikel toegekend, voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering, aan de inspecteur-generaal, adjunct van de bestuursdirecteur van het Personeel.

Art. 3. § 1. Opdracht wordt verleend aan het bestuurshoofd of, bij gebreke, aan de hiërarchische meerdere houder van een graad van ten minste rang 13, om de beslissingen te nemen betreffende het onderwerp van het jaarlijks vakantieverlof, de uitzonderlijke en aangelegenheidsverloven en de opdrachten en dienstvrijstellingen.

§ 2. In geval van afwezigheid of verhindering van de in paragraaf één bedoelde gemachtigde ambtenaar worden de opdrachten waarmee hij bekleed is krachtens dit artikel toegekend, voor de duur van zijn afwezigheid of verhindering, aan een door hem aangewezen ambtenaar houder van een graad van ten minste rang 11.

De aldus aangewezen ambtenaar kan enkel gebruik maken van de hem toegekende opdrachten ten aanzien van ambtenaren en agenten van een rang lager dan de zijne.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 1988.

B. ANSELME

E. HISMAANS

A. DALEM

A. COOLS

A. LIENARD

G. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 1564 (88 — 1495)

12 JUILLET 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions à remplir par les Comités de Protection de la Jeunesse pour pouvoir effectuer des dépenses à charge du budget de la Communauté française en vue d'exercer des actions de prévention générale. — Erratum

Moniteur belge, n° 159 du 19 août 1988, p. 11586.

Article 1er, 3e ligne, lire « à l'article 2, alinéa 3 » au lieu de « à l'article 2, alinéa 2 ».